

CIBLE

TESTS

Révélation : les élections cantonales sont d'intérêt local - tous les Français ne votent pas, le rôle des personnalités candidates est déterminant, le poids du monde rural est plus important que dans une consultation nationale, le taux d'abstention est élevé.

Conclusion : les élections cantonales ne sauraient servir de test politique général. Ce constat banal a été largement oublié par les responsables politiques et les commentateurs. Le Premier ministre, qui ne s'était pas engagé dans la campagne, s'est cru confirmé par des résultats décevants pour la droite. Et le Parti socialiste a l'impression de sortir du gouffre, alors que le fossé continue d'exister entre la tradition de gauche et ceux qui parlent en son nom... Seuls les résultats du Front national pourraient mal augurer de l'avenir.

On a beau mélanger - au mépris de toute rigueur - les résultats électoraux, les sondages sur la future présidentielle et ceux sur le Premier ministre, l'addition incohérente des chiffres et des pourcentages n'indique rien quant à la suite des événements. Tous les espoirs sont aujourd'hui permis, les meilleurs et les pires.

Vers la révolution sociale



M 2242 - 619 - 15,00 F



L'heure de vérité du Prince

Le dialogue - historique - sur la France, et sur l'État, entre le général de Gaulle et le comte de Paris, prétexte immédiat de l'émission, tombe « au plus brûlant de l'actualité » a dit d'entrée de jeu F.-H. de Virieu, citant Philippe Séguin dans un récent article du *Monde* (1) : à une année de la prochaine échéance présidentielle, ce dialogue entre l'héritier des capétiens et celui qui par sa stature chercha à rendre à l'État dignité et indépendance, sa légitimité, doit donner matière à réflexion aux Français pour le choix du futur responsable. Comme le déclara le présentateur, au début : « Vous considérez que ce qui va se jouer en 1995, c'est beaucoup plus que la succession du général de Gaulle ou la succession de Mitterrand. C'est la cohésion sociale de la France et sa capacité à continuer de jouer un rôle dans le monde ». La hauteur du débat était immédiatement et heureusement située.

Ceux qui connaissaient déjà le Prince, aujourd'hui âgé de 85 ans, ont retrouvé la vivacité d'esprit, le mordant parfois, mais aussi la profondeur d'analyse qui l'ont toujours caractérisé. Les autres n'ont pu que le découvrir avec bonheur.

Car le Prince a pu évoquer les thèmes essentiels qui lui sont chers : l'indépendance de l'État ; la cohésion sociale et la parole rendue

« L'heure de vérité » du Prince Henri d'Orléans, comte de Paris, le dimanche 13 mars sur France 2 fut une émission hautement politique, autant par le caractère exceptionnel de l'invité que par la bonne tenue générale des questions posées par les journalistes.

aux citoyens ; les devoirs de la Famille de France.

- L'indépendance de l'État ? La cohabitation ne permet pas, pour le Prince, une saine redéfinition des rôles de chacun dans le sens où l'élection présidentielle elle-même a été récupérée par les partis. « Nous sommes voués et dévoués et condamnés aux partis » dit-il avant d'ajouter : « Nous sommes à un an de cette élection. C'est la paralysie ». C'est que les institutions de la V^e République, d'inspiration monarchique, attendent leur conclusion royale.

- Paralysie de l'État, quand le tissu social se défait, pourtant, et qu'il faut rendre la parole aux citoyens et leur assurer qu'ils peuvent être entendus. Car qu'est-ce qu'une société sans citoyenneté pleine et entière, et que devient la citoyenneté quand « on en est à une période dramatique », de « grande régression » et que le lien social se déchire ? Période d'autant plus dramatique que ni le gouvernement ni les syndicats ne semblent permettre aujourd'hui, pas plus qu'en 1968, à la jeunesse « d'avoir une rencontre

avec son destin », de « trouver sa voie dans la vie nationale ».

Devant cette situation grosse de révoltes, nées de l'injustice établie, le Prince reprend son idée révolutionnaire d'un « deuxième suffrage », celui du « consensus », reposant sur une grande information des citoyens, un véritable dialogue et permettant de préparer « les esprits et les volontés des Français à ces transformations sociales, économiques, politiques de la Nation (...) ». En 1981, dans sa *Lettre aux Français*, le Prince avait déjà écrit : « Pour développer la démocratie, pour accroître la participation des citoyens aux affaires, il faut élargir la représentation populaire, rendre la démocratie plus directe et plus concrète. C'est pourquoi j'ai proposé, il y a longtemps déjà, la création de « délégués du peuple » qui auraient pour triple mission d'informer les pouvoirs publics des critiques et des volontés réelles de l'ensemble des citoyens, d'examiner les questions qui seraient soumises à leur appréciation et de sensibiliser les citoyens aux affaires publiques - qu'il s'agisse des grandes orienta-

tions de la politique nationale, des réformes à entreprendre ou des structures nouvelles à créer » (2). Citoyenneté et tissu social : le ton était le même le 13 mars, l'urgence en plus.

- Quant aux devoirs de la Famille de France, une citation suffira :

« Paul Guilbert : Pensez-vous que la royauté ait encore, pour la transition avec la suite, un avenir en France au jour ou nous sommes et au jour ou vous êtes ? »

- Comte de Paris : Je le crois, parce que je le porte en moi, cet avenir. Et mes enfants et petits-enfants le porteront. Donc, il y a toute raison de dire qu'il y a une possibilité. Seulement, comme le disait le Général : il faut l'homme et l'événement.

- Paul Guilbert : Le prétendant ne peut jamais renoncer ?

- Comte de Paris : Non ».

(C.Q.F.D.).

Axel TISSERAND

(1) « Quel président pour la République ? » Le Monde du 20/21 février 1994.

(2) Comte de Paris « Lettre aux Français ». Ed. Fayard. (p. 126) - prix franco : 59 F.

Le texte complet de l'intervention du comte de Paris à L'Heure de Vérité est disponible sous forme d'une plaquette de 24 p. au prix de 34 F franco.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : L'heure de vérité du Prince - p.3 : Que justice soit faite - Les pavés de Paris - p.4 : Algérie terre d'impasses - p.5 : Remous sur le Rhin - p.6/7 : Michel Ragon : le roman de Rebe- lade - p.8 : Françoise Rouen - La case de l'oncle Mohammed - p.9 : Sur la Nouvelle droite - p.10 : Le 19^e congrès de la NAR - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Vers la révolution sociale.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comen. part. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

Que justice soit faite !

Il y a les salauds courageux, et puis les petites frappes ignobles et lâches que les guerres civiles font sortir de leur trou...

Touvier fait partie de la seconde catégorie : celle des petits voyous, celle des minables qui n'ont pas le courage de manifester leurs rancœurs, et qui sont portés par la vague d'une révolution ou d'une contre-révolution, d'une guerre civile ou étrangère. Tout à coup, ces salauds dérisoires ont les moyens de leurs saloperies - délation, torture, exécutions sommaires, trahisons en tous genres. C'est la bande abjecte des troisièmes couteaux, des coupe-jarrets, que les chefs ne veulent pas voir, mais qui font le sale travail.

En ce moment, les Touvier opèrent en Bosnie-Herzégovine, dans les trois camps, ils étaient voici quelques années au Liban. Une des abjections de Vichy fut de donner un dra-



Les graffiteurs de Croix de Lorraine risquaient leur liberté...

peau (avec la bénédiction du Maréchal), des uniformes, des moyens, à ces petites frappes qui ne furent jamais rien d'autre que des supplétifs des SS et de la Gestapo. Mais l'abjection, avec ou sans uniforme, est toujours sous nos yeux et reparaitrait dans notre pays si nous devions vivre une nouvelle tragédie. Juger Touvier, ce n'est pas faire le procès de la Milice, puisque ce procès a eu lieu dès la Libération, puisque son chef Joseph Darnand a été fusillé : c'est faire le procès des Touvier de tous les temps, dont l'élimination de la Milice ne nous délivre pas.

Dire cela n'est pas relativiser le cas personnel du milicien Paul Touvier. Quant à celui-ci, il faut dire les choses clairement. S'il avait été pris

pendant les combats de la Libération, le milicien Touvier aurait été passé par les armes. La paix revenue, et la peine de mort étant heureusement abolie, il est évidemment indispensable qu'il soit jugé pour crimes contre l'humanité, et souhaitable qu'il soit condamné pour deux raisons : les crimes de Touvier sont impardonnables, et Touvier n'a jamais demandé pardon

- lui qui continue à traiter de « voyous » les Résistants qui entrèrent dans Lyon un beau jour de 1944. Touvier reste un Milicien. Mais il n'a même pas le courage, tant célébré par le fascisme, d'aller jusqu'au bout : il a des trous de mémoire, il fuit les questions. Non seulement Touvier est fasciste, mais ce fasciste est un lâche.

Un dernier mot. La France entière admirerait M^e Trémollet des Villers si cet avocat remarquable faisait très exactement son métier d'avocat de la défense. L'avocat d'un criminel exerce une fonction métaphysique puisqu'il plaide pour le salut d'un homme - surtout lorsqu'il s'agit d'une ignoble crapule - et cette fonction le rend éminemment respectable. Hélas, M^e Trémollet de Villers abandonne trop souvent cette fonction métaphysique lorsque sa défense devient un acte partisan : pour lui, il y a stricte équivalence entre les actions de la Milice et celle de la Résistance. M. Trémollet, vieux routier de l'intégrisme catholique, est un nihiliste.

Sylvie FERNOY

Les pavés de Paris

Depuis décembre, il est de toutes les manifestations. Casseur ? Agitateur professionnel ? Mais non, mais non, M. Pasqua : un simple piéton.

Curieux, tout de même, cet aveuglement des gens au pouvoir. Dès la première manif pour l'enseignement public, un samedi de décembre, il était clair qu'un mouvement spontané était lancé et qu'il ne s'arrêterait pas de sitôt. Preuve donnée le 16 janvier. En haut lieu, m'a-t-on dit, on pariait que tout serait oublié après les fêtes. En haut lieu on a le nez sur les sondages, et on ne sait plus ce que c'est que l'opinion publique.

Même chose avec le CIP. Le premier cortège disait déjà la détermination des manifestants, et la sociologie de cette foule de jeunes : le prolétariat intellectuel français, fils d'ouvriers, d'employés, qui pouvait encore croire à une petite égalité des chances et qui est flouée par Balladur. Peu d'étudiants d'après le Deug en revanche : le combat contre le CIP ne les concerne pas - pas encore. C'est la lutte des classes, pas celle des générations : tout l'inverse de mai 1968.

Boulevard Saint Germain, un militant de la CGT, cheveux blancs, vieux routier des combats ouvriers. Il marche, sans connaître précisément le parcours de la manif. « C'est tout droit ! ». Clin d'oeil, sourire. Pour la CGT, le pire est passé. Qu'importe si les manifs sont moins organisées qu'avant...

En 1968, le marxisme était la pensée dominante et on rêvait, au Quartier latin, à la Prise du Palais d'Hiver. Aujourd'hui, alors que la situation peut facilement s'interpréter selon les schémas communistes les plus simplistes, le discours marxiste s'est presque effacé. Presque... Il reviendra, faute de mieux.

Devant l'hôpital des Enfants Malades, le jeudi 17 mars. Sur un abribus, un jeune homme est assis

en tailleur, immobile. Il s'est fait une tête de mort, et nous regarde passer. Tous ceux qui le voient se taisent, et cela fait quelques mètres de parcours presque silencieux.

Boulevard Arago, le 25 mars. Ce sont les CRS qui ouvrent le cortège. Drôle d'effet : depuis toujours, les flics sont en face. Plusieurs centaines de jeunes inorganisés juste derrière les uniformes bleus, presque au contact. Ils ne crient pas. Autre forme de la révolte. Ceux-là ne sont pas dans les IUT : encore moins d'espoir, d'où la violence ouverte qui se prépare. Ce sont les mille « casseurs » annoncés par M. Pasqua.

Loin, loin derrière les groupes compacts d'étudiants et de lycéens, les anarchistes de la CNT, toujours plus nombreux à chaque manifestation. Et encore plus loin, le groupe de Lutte Ouvrière entonne une timide « Internationale » qui provoque des sifflets.

Comment croire et faire croire que tout cela est manipulé ? Les groupes d'extrême-gauche sont peu nombreux, et défilent en fin de cortège : ils manifestent, ils n'organisent pas, ils ne dirigent pas. La lutte contre le SMIC-jeune est l'affaire des jeunes. Il n'y a qu'à Matignon qu'on refuse cette évidence.

Un piéton de Paris

Vous appréciez la lecture de *Royaliste*,

vous êtes plutôt d'accord avec nos analyses,

vous souhaitez nous aider,

alors, pourquoi ne pas ADHÉRER à la N.A.R. ?

Demandez-nous le formulaire pour adhérer en téléphonant au (1) 42.97.42.57

Algérie, terre d'impasses

Dans l'Algérie qui n'en finit pas de se décomposer, l'islamisme radical gagnera peut-être la partie. Mais il s'enfermera du même coup dans une impasse.

Il y a une logique de la violence, mais la violence n'est jamais une fatalité. A certains moments, parfaitement repérables, il s'agit de savoir si l'on accepte d'entrer dans la violence, ou si l'on refuse. Ce moment a existé en Algérie, lorsque les détenteurs du pouvoir eurent à décider entre la poursuite du processus démocratique et le coup de force. On sait que, face à la perspective d'une victoire du Front islamique du salut aux élections municipales de 1990, le verdict final des urnes fut suspendu sous prétexte d'éviter le pire. Or c'est le pire qui est en train d'arriver.

Nous l'avions dit à l'époque, contre ceux qui, en France, se déclaraient partisans du moindre mal : la voie démocratique était pour l'Algérie la seule façon de se libérer de son passé, en s'affranchissant d'une classe dirigeante corrompue jusqu'à la moelle et en mettant les islamistes devant leurs responsabilités. L'épreuve aurait été rude pour beaucoup d'Algériens, mais il fallait que le FIS fasse à son tour la preuve de son incapacité gestionnaire pour que le peuple algérien se donne enfin des représentants susceptibles de présenter et de réaliser un projet politique, économique et social cohérent.

Ce choix était douloureux, mais il avait l'avantage de ne pas faire couler le sang. La France aurait pu et aurait dû peser en faveur de cette solution démocratique. Le Quai d'Orsay a préféré consentir à la solution de force, escomptant un répit qui tourne aujourd'hui au cauchemar : des Français assassinés, un repli général qui est en cours, une déstabilisation générale du Maghreb qui est à craindre dans les prochaines années.

Pourquoi ? Parce que l'interdiction du FIS a radicalisé le mouve-

ment islamiste. Parce que ce mouvement islamiste était et demeure l'expression de la révolte du peuple algérien : révolte née de la misère, révolte née de l'écoeurément provoqué par la corruption du groupe dirigeant. C'est ce terrain social particulièrement favorable qui permettait au FIS de remporter la bataille politique. Quatre ans plus tard, l'islamisme radical bénéficie toujours du même avantage politique, puisque la condition du peuple algérien ne s'est pas améliorée, et il est, en outre, en passe de gagner l'épreuve de force contre les militaires : les maquis islamistes tiennent de vastes zones et la loi de la terreur pèse sur la population. Confronté à son échec, le pouvoir a engagé des négociations tardives. Mais s'il existe des islamistes favorables à une solution politique, les révoltés des maquis ne veulent pas discuter : la lutte armée est pour eux une fin en soi, comme pour les frères d'Afghanistan. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si les chefs des maquis d'Algérie sont des anciens des maquis afghans...

Les militaires au pouvoir se trouvent donc dans l'impasse, et, de plus, il n'est pas impossible que l'armée se délite puisqu'elle est composée d'appelés et que les simples soldats, comme l'ensemble des Algériens, vivent dans un pays qui n'a pas su se donner une véritable unité nationale et un État digne de ce nom. Comment, dans ces conditions, pourrait-il y avoir une citoyenneté algérienne ? Disant cela, je ne prétends pas qu'il existe une « nature » algérienne rebelle à la politique. Après l'indépendance, l'Algérie pouvait devenir peu à peu une nation. Il aurait fallu pour cela que les dirigeants du FLN se montrent dignes de leur tâche historique. Malheureusement, leur premier souci a été de se partager

les biens des Français, et de se livrer à un affairisme effréné qui, comme partout, a abouti à une mise en coupe réglée du pays. Comme le projet de développement (fondé sur la priorité à l'industrie lourde) a été un échec, comme la réforme agraire a été manquée, comme le développement urbain a été complètement négligé alors que la démographie était galopante, l'échec de la bourgeoisie algérienne a été complet. Comme tant d'autres classes bourgeoises celle-ci ne brille pas par son courage : elle se prépare à se réfugier en France, en abandonnant le peuple algérien à de nouveaux maîtres qui imposeront leur morale par la terreur d'État. Ce qui ne fait pas une politique. De toute évidence, la victoire des islamistes débouchera elle aussi sur une impasse.

Impuissante, la France assiste à un malheur qui est aussi de son fait. Ses responsables politiques n'ont rien vu venir. Ses intellectuels n'ont rien fait pour que le FLN engage un processus démocratique : Gilles Perrault n'a pas écrit de livre-pamphlet pour protester contre les arrestations arbitraires et les tortures des opposants ! Luxueusement traités par leurs amis algériens au pouvoir, les intellectuels de la gauche française se sont tus. Presque tous se taisent encore, au moment où les intellectuels algériens sont pourchassés et abattus. La France se prépare à accueillir à la fois ces bourgeois apeurés (qui furent ses ennemis avant de devenir les fossoyeurs de leur propre pays) et ces intellectuels courageux. Il est bien qu'elle le fasse, mais c'est peu.

Dans ce noir tableau, une seule lueur d'espoir : les femmes algériennes, leur courage, leur résistance à visage découvert lors des manifestations pour la liberté et pour la démocratie. Un jour, aussi proche que possible, ce sont elles qui feront naître la démocratie.

Philippe VILLARET

Remous sur le Rhin

Après quasiment treize années de vie commune, Mitterrand et Kohl, arrivés au pouvoir à un an de distance, vont tous deux quitter la scène en l'espace de quelques mois, d'octobre 1994 à mars 1995. Les relations franco-allemandes sont à un tournant.

Au delà des personnalités et des partis, c'est la fin d'une époque en Europe. Helmut et François ont oeuvré ensemble à la construction européenne et traversé les derniers soubresauts de la guerre froide. Puis il y eut la fêlure de l'unification allemande qui se répercuta sur l'accord de Maastricht, partisans du oui et du non confondus. De la Croatie au GATT en passant par Francfort et l'élargissement, les motifs de querelle ont pourtant toujours été aplanis.

Si les sociaux-démocrates l'emportent, a fortiori si l'alliance rouge-vert constitue le gouvernement, on imagine la réaction du RPR. Au moment où il faudrait ressouder les deux pays, des considérations de politique intérieure, voire d'idéologie s'il en est, risquent d'accroître les malentendus. D'un pessimisme l'autre. Après avoir vu en Kohl - à tort - l'héritier de Bismarck, et avoir craint une hégémonie germanique sur la *Mittel Europa*, on va se mettre à redouter le retour au régime de Weimar, une Allemagne faible, à l'économie fragilisée, incapable de contrôler l'extrême-droite, et surtout une Allemagne tout entière finlandisée au sens ancien, non plus sous le signe de l'*ast politik*, mais sous celui du post-communisme, la partie orientale imposant de nouvelles transitions politiques comme en Pologne. Au lieu d'occidentaliser l'Est, c'est l'ex-Allemagne de l'Ouest qui s'orientalise au plan

économique et social mais aussi au plan intellectuel - le marxisme n'est-il pas une philosophie allemande ? - voire religieux. Après le recul de la démocratie chrétienne en Italie, d'ailleurs rebaptisée Parti populaire italien, les chrétiens démocrates allemands ne font-ils



pas figure d'archaïques ? mais surtout parce que l'Allemagne de l'Est vit sous un modèle de séparation de l'Église de l'État qui a plus de chances de gagner l'Ouest que la CDU d'accomplir une restauration religieuse à l'Est.

Dans ces conditions, Paris ne risque-t-il pas de paraître d'autant plus « réactionnaire » en Europe, de plus en plus appuyé par Washington et sauvant l'OTAN contre elle-même ? Un tel schéma n'est pas absent des réflexions de certains conseillers du RPR (Lellouche), qui plaident depuis longtemps pour un rééquilibrage des alliances en direction de Londres et un retour dans l'OTAN.

En réalité peu de changements sont attendus. Quel que soit le

vainqueur, l'Allemagne continuera d'être gouvernée au centre, politiquement et géographiquement. Une bonne partie des espoirs sociaux-démocrates tiennent au changement de direction, au choix avec Rudolf Scharping d'un homme du Palatinat, la région dont est originaire Helmut Kohl, au détriment des nordistes. L'effacement des libéraux devrait en outre permettre de replacer le ministère des Affaires étrangères dans la même ligne que la Chancellerie, ôtant la principale raison des malentendus répétés dans les relations franco-allemandes des trente dernières années.

Pourquoi donc cette chronique d'une rupture annoncée ? Les Allemands ont besoin de nous face à l'Est et nous avons la chance de nous ouvrir grâce à eux à certaines réalités de l'Europe post-communiste. Nous n'échapperons pas de toute façon aux conséquences. Ils ont besoin de nous dans la conduite de leur économie. S'ils venaient à ne pas remplir les fameux critères

de convergence pour la monnaie unique, nous aurions perdu sur les deux tableaux. Car nous aurions également perdu sur la politique étrangère et de sécurité commune qui en constituait le pendant dans les négociations sur l'union européenne. Comment ne pas envisager ensemble la fameuse conférence intergouvernementale de 1996 qui doit achever la mise en place de l'Union alors que les deux présidences du Conseil, allemande au 2^e semestre de 1994 et française au 1^{er} semestre de 1995, qui doivent la préparer, seront toutes deux interrompues par le changement d'attelage au milieu du gué ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : En visite à Paris le 16 mars dernier, le prince Charles d'Angleterre a profité d'une tribune qui lui était offerte au *British Council* pour faire l'éloge des grandes écoles françaises. Selon lui, il s'agit d'une « *fillette qui ne laisse pas de faire mon admiration et dont la Grande-Bretagne aurait quelque leçon à tirer. Les jeunes qui en sortent chaque année sont une richesse pour la France par le brio, l'indépendance d'esprit et la rigueur intellectuelle qui les caractérisent* », ajoutant qu'il ressentait « *infiniment de respect pour un système capable de conjuguer recherche de l'excellence et égalité des chances* ». Le prince de Galles avait été invité au *British Council* afin de rendre hommage aux bourses Jean Monnet créées il y a six ans pour faire financer par les pouvoirs publics et des entreprises privées les études en Grande-Bretagne de jeunes étudiants français.

♦ **TURQUIE** : Le dernier prétendant officiel au trône impérial ottoman, Mehmet Orhan Osmanoglu, est décédé mardi 15 mars dernier à son domicile nîçois à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il était le petit-fils du sultan Abdul Hamid et fils du prince Abdul Khadir.

♦ **BELGIQUE** : Le roi Albert II et la reine Paola ont effectué les 17 et 18 mars leur première visite d'État au Grand-Duché de Luxembourg avec lequel ils entretiennent non seulement des relations de proche voisinage mais également des liens familiaux, puisque la grande-duchesse Joséphine-Charlotte est la sœur aînée du roi des Belges. Lors du dîner de gala au Cercle Municipal, les deux souverains, après avoir rendu un vibrant hommage au roi défunt Baudouin, ont souligné l'engagement humanitaire de leurs deux pays. Pour le roi Albert, « *le grand-duché est situé au carrefour de deux grands courants culturels qui favorisent l'enrichissement mutuel, un état d'esprit apte à comprendre la mentalité d'autrui et une grande tolérance* ».

♦ **JAPON** : C'est le 10 juin prochain que l'empereur et l'impératrice du Japon commenceront leur visite d'État de deux semaines aux États-Unis où ils seront les invités d'honneur du président Bill Clinton. Le couple impérial doit se rendre dans dix villes américaines. « *Nous attendons cette visite comme une occasion pour réaffirmer la force des liens entre nos deux pays* », a indiqué Mark Gearan, le directeur de la communication de la Maison Blanche en dévoilant les grandes lignes du programme officiel qui conduira notamment Alkhito et Michiko à Pearl Harbour.

♦ **SUEDE** : Dans un entretien accordé au *Figaro*, à l'occasion de leur visite officielle à Paris, où ils ont inauguré avec le président de la République l'exposition « *Le soleil et l'étoile du Nord* », le roi Carl XVI Gustav et la reine Silvia se sont félicités de l'avancement des négociations pour l'entrée de leur pays dans la Communauté européenne. « *Nous avons encore quelque mois pour nous y préparer avant que le peuple suédois se prononce par référendum sur cette question. Le débat actuel est légitime d'autant qu'il reste encore, selon les sondages, environ 20 % d'indécis... Notre visite à Paris a pour objectif de célébrer l'anniversaire millénaire entre nos deux pays, mais aussi, nous l'espérons, visera à renforcer ces liens dans les domaines culturels, économiques ou techniques au sein de l'Europe de demain* ».

Comte de Paris Général de Gaulle

DIALOGUE SUR LA FRANCE

Correspondance et entretiens 1953-1970



Pour une lecture de 100 ans

FLAVARD

On trouvera dans cet ouvrage la correspondance et les comptes rendus des entretiens entre le général de Gaulle et le comte de Paris entre 1953 et 1970.

Ces documents éclairent d'un jour nouveau les rapports entre les deux hommes et permettent de préciser comment et dans quelles conditions le général de Gaulle a songé à faire du comte de Paris son successeur.

La haute tenue des propos et l'élévation de pensée des deux interlocuteurs, mus l'un et l'autre par la même passion de la grandeur de la France, restent un exemple et une source de réflexion pour le lecteur d'aujourd'hui.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande ex. de « Dialogue sur la France » au prix de 135 F (prix franc) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Fêtes-Champs 75001 Paris

Michel Ragon

Le roman de Rabelais

● **Royaliste** : Le Rabelais que vous présentez semble plus proche de vous, Michel Ragon, que nous connaissons à travers vos livres que du Rabelais auquel nous sommes habitués ?

Michel Ragon : Peut-être est-ce parce que Fontenay-le-Comte où il débuta sa vie monastique, est la ville de mon enfance et joue un rôle important dans la juxtaposition de l'auteur et de son modèle. D'autre part, Rabelais est déjà présent dans plusieurs de mes livres précédents : *L'accent de ma mère*, notamment.

Le Roman de Rabelais est né du désir d'en connaître davantage sur la vie de cet auteur dont nous fêtons le 500^e anniversaire de la naissance présumée.

● **Royaliste** : Votre Roman fourmille de détails inconnus concernant Rabelais. Sont-ils pures inventions ou vérités historiques ?

Michel Ragon : Si peu d'auteurs ont écrit sur Rabelais au XX^e siècle, la deuxième partie du XIX^e, en revanche, regorge de biographies, d'essais... qui lui sont consacrés. Ayant rassemblé toute cette documentation, j'étais parti pour faire une grande biographie de six cents pages, au moins. Mais lorsque j'ai essayé de faire le point sur les informations en ma possession, je me suis aperçu qu'il existait des manques impossibles à combler et, ce qui est plus grave pour un biographe, que certaines de ses motivations nous échappent encore.

On ne sait pas, par exemple, pourquoi Rabelais a été moine franciscain, ordre monastique très pouilleux, à l'époque, et très obscurantiste, alors qu'il sera, plus tard, très attentif à l'hygiène de vie et qu'il deviendra un des plus grands savants de son temps ? On ne sait pas non plus pourquoi, alors qu'il mène une vie de rêve à l'abbaye de Maillezeais comme secrétaire du Père abbé, il disparaît pendant cinq ans. Pour quelles raisons devient-il médecin ? Aucun élément de réponse ne se trouve dans ses écrits ou dans les écrits qui ont été publiés sur lui. Dans ces conditions, il était impossible de dresser une biographie exhaustive.

D'autre part, l'énorme documentation que j'avais recueillie, notamment sur la Rome des papes que Rabelais découvre avec Jean du Bellay, ambassadeur de François 1^{er} auprès du saint Siège, m'éloignait de Rabelais. Son arrivée à Rome est pour lui un choc du même ordre que celui que reçoit Luther et qui est à l'origine de la rupture de ce dernier avec l'Église catholique. J'aurais donc été obligé de traiter largement cette période en collant davantage à l'histoire du schisme. Dans cette perspective, Rabelais devenait secondaire et la lecture que j'avais envie de faire du personnage disparaissait.

Finalement, j'ai pris le parti de rêver sur Rabelais, de me donner des suppositions de ses motivations. Le résultat est un roman et non une biographie.

● **Royaliste** : Vous avez ainsi, à votre manière, comblé les manques auxquels vous venez de faire allusion ?

Michel Ragon : J'ai pensé qu'à travers ce que j'ai lu de lui et sur lui, un esprit franciscain l'animait, en tout cas, à la fin de sa vie, d'où pour moi sa vocation initiale. De la même manière, j'ai apporté ma propre réponse à son intérêt pour la médecine : après avoir soigné les âmes de ses contemporains, il a eu envie de soigner leurs corps, tout aussi mal en point. Ces suppositions ne sont pas invraisemblables, elles sont tout à fait dans l'esprit humaniste de Rabelais. C'est là qu'intervient le romancier et non plus le biographe. De ce fait, le livre a beaucoup diminué de volume mais il donne l'essentiel de ce que j'avais envie de dire sur Rabelais et sur l'époque.

● **Royaliste** : On connaît généralement Rabelais homme de lettres, on sait qu'il est un des premiers écrivains de langue française...

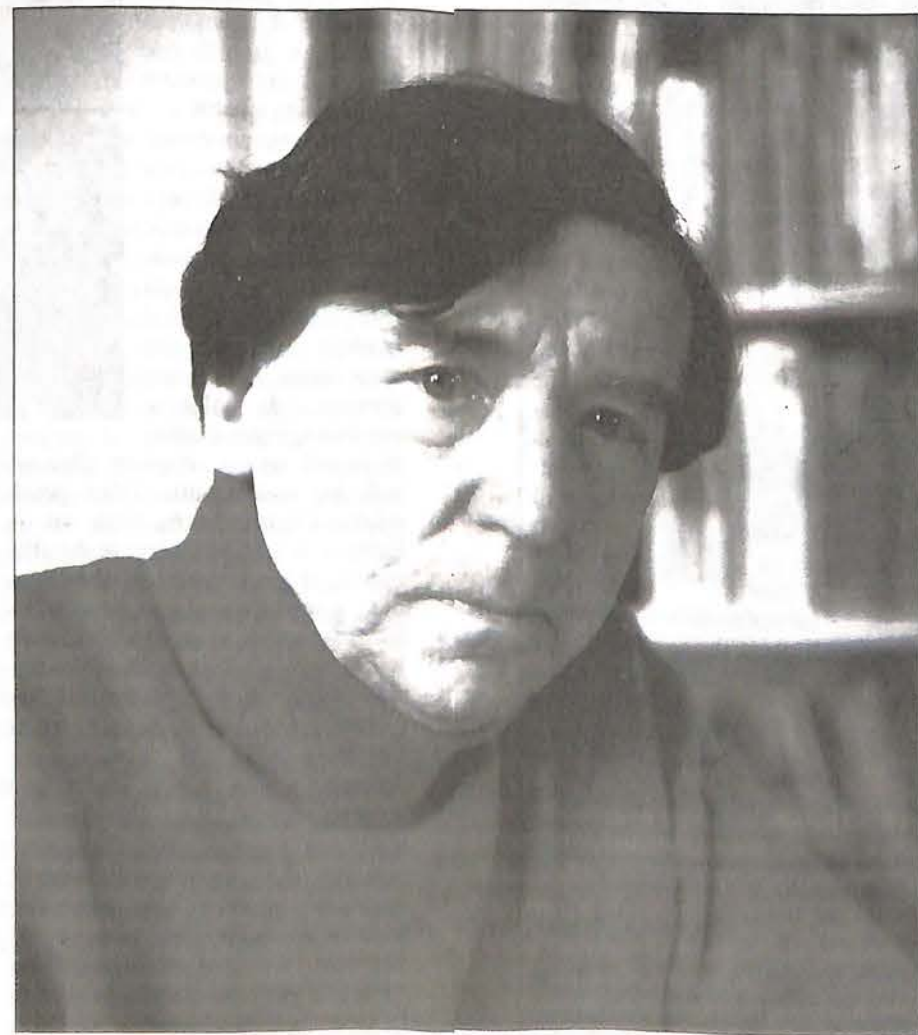
Michel Ragon : Il ne faut pas oublier que Villon et Marot avant lui, ont écrit dans un français plus ou moins populaire. Ceci étant, ils n'avaient pas l'ambition de Rabelais qui était de faire du français qu'il

appelait la langue des gueux, une langue littéraire puisant sa richesse dans le langage de tous les jours. C'est pour cette raison que l'on trouve dans son œuvre une accumulation de mots de toutes origines qui venaient du terroir, de l'argot, des métiers...

Toute la difficulté pour nous à lire Rabelais, réside dans cette richesse parce que nous avons perdu l'usage de ces mots. J'ai moi, moins de difficultés que d'autres à lire Rabelais, parce que le poitevin-saintongeais, le vocabulaire tourangeau, qui est à la base de la langue de Rabelais est ma langue d'origine. Elle est plus pauvre que chez Rabelais mais je la décèle facilement.

● **Royaliste** : On ne connaît pas du tout le Rabelais diplomate qui, au côté des du Bellay va défendre la politique étrangère de François 1^{er} ?

Michel Ragon : J'ai trouvé des ouvrages sur les quatre frères du Bellay qui ne sont pas souvent utilisés par les historiens. De sorte que Guillaume (conseiller de François 1^{er}), Jean (cardinal de Paris), René (évêque du Mans) et Martin (homme d'armes), personnages importants de la première moitié du XVI^e siècle, sont aujourd'hui ignorés. Nos contemporains connaissent davantage, au moins de nom, leur petit neveu Joachim, jeune poète qui représentait peu de chose, à l'époque, à côté de ses oncles mais qui est cependant passé à la postérité...



● **Royaliste** : Et qu'apparemment, Rabelais ne tenait pas en haute estime, un peu comme Ronsard ?

Michel Ragon : Ronsard était un ennemi de Rabelais à la manière d'un jeune écrivain qui veut se débarrasser d'un ancêtre un peu gênant. D'autre part, Ronsard et Joachim du Bellay n'avaient pas, pour la langue française, la même ambition que lui. Rabelais, nous l'avons vu, voulait faire du français populaire une langue littéraire. Ronsard et du Bellay qui étaient des familiers de la cour, voulaient en faire une langue aristocratique débarrassée de ses impuretés populaires. Disons que la langue de Rabelais était grasse, très grasse même. Eux, ils en ont fait une langue plus sèche qui, à travers Malherbe puis Boileau, est devenue la langue que nous parlons. Sans oublier non plus dans ce domaine, l'influence de Calvin qui écrit dans une langue très dépouillée et qui tire le français vers une rigidité inégalée à cette époque.

● **Royaliste** : Revenons-en aux du Bellay. Rabelais se contentait-il de les accompagner dans leur pérégrinations ou bien exerçait-il une influence sur eux et sur les événements ?

Michel Ragon : Rabelais avait des connaissances encyclopédiques énormes : il connaissait le grec, l'hébreu, l'arabe. Il fait partie de ces hommes extraordinaires de la Renaissance comme Léonard de Vinci qui connaissent tout. De son côté, Guillaume du Bellay est un diplomate extrêmement important puisque c'est lui qui négocie avec Henri VIII, avec les protestants allemands...

L'amitié profonde qu'avaient Guillaume du Bellay et ses frères, pour Rabelais n'était pas attitude de grands seigneurs pour leur médecin ou leur secrétaire et peut s'expliquer par le fait qu'ils aient été compagnons de couvent dans leur jeunesse. En outre, il existe une conformité de vue entre eux et Rabelais. Tout comme lui, ils sont des disciples d'Erasmus, des évangélistes humanistes qui ne voudront jamais rompre avec l'Église à l'inverse de ceux qui deviendront les protestants. Ils pensent que la réforme de l'institution est indispensable mais qu'elle doit se faire de l'intérieur.

Je pense donc que Rabelais eu une influence politique et religieuse importante sur du Bellay.

● **Royaliste** : Rabelais était très lié à François 1^{er}. Comment expliquer son détachement à l'égard d'Henri II ?

Michel Ragon : La politique

d'Henri II est très différente de la politique de François 1^{er}, qui a le même esprit évangéliste et humaniste, même si sa culture n'est pas aussi considérable : on sait qu'il ne parlait pas latin. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles il institutionnalise le français comme langue officielle du royaume. C'est un homme de la Renaissance. Alors qu'Henri II est en proie à sa vieille maîtresse, Diane de Poitiers et aux Guise qui vont être les artisans de la contre-réforme et de la persécution des protestants. Il est hésitant. Il est anti-papiste un jour, il se déclare pour le pape le lendemain. On assiste au début du déclin qui va durer jusqu'à Henri IV. La faiblesse du roi, l'installation des factions, sont des causes des guerres de religions. C'est là où la monarchie ne remplit plus son rôle.

● **Royaliste** : Alors qu'il était très proche de Luther et Calvin, il s'en éloigne alors que ceux-ci deviennent de véritables tyrans ?

Michel Ragon : Rabelais a exercé une grande influence sur Calvin. Il se sont connus lorsque Calvin était étudiant à Orléans. Il lui fait découvrir Sénèque. Calvin était déjà évangéliste mais c'est Rabelais qui l'a poussé dans cette idée qu'était la sienne de fortifier l'évangélisme par l'humanisme antique. Lorsque Rabelais publie *Pantagruel*, Calvin s'enthousiasme pour ce qu'il appelle ce « livre vengeur », ce « livre libérateur ». Mais lorsque Calvin, réfugié à Genève, devient anti-papiste, lorsqu'il allume des bûchers, Rabelais qui était contre toutes les intolérances se dresse contre lui. A son tour, Calvin le rejette et l'accuse d'athéisme. Ce qui, s'il avait été à Genève, lui aurait valu le bûcher. De la même manière qu'il se dresse contre Luther lors du massacre des paysans. Il y a beaucoup de similitude entre les deux hommes. Tous deux sont d'anciens moines, tous deux écrivent dans leur langue d'origine, tous deux ont un style emporté.

Il a eu cette chance inouïe, compte tenu de ses prises de position de toujours échapper au bûcher. Grâce aux protections dont il bénéficie, d'une part, notamment celle du cardinal de Paris. Et, d'autre part, parce qu'il sait louvoyer.

● **Royaliste** : Il n'est pas tendre, non plus, avec Ignace de Loyola.

Michel Ragon : Loyola c'est déjà la contre-réforme, tout le contraire de l'esprit libéral de Rabelais. Ce qui est d'ailleurs étrange c'est que Loyola (je n'en parle pas dans mon livre qui n'est pas un essai), est nourri d'idées très voisines de celles de Rabelais, ils ont fait à peu près les mêmes études. Cette idée de réforme de l'Église se fonde

sur un mélange d'évangélisme et d'humanisme. Tous deux, là encore, veulent réformer l'Église, mais l'un veut la réformer de l'intérieur, l'autre veut la reprendre en main.

C'est le point de vue de Loyola qui l'emporte, de la même manière que le point de vue de Ronsard l'emporte dans un autre domaine cher à Rabelais : la littérature.

● **Royaliste** : Il y a de beaux passages dans votre livre, sur Marguerite de Navarre que Rabelais n'a pourtant jamais rencontrée.

Michel Ragon : Il y a deux personnages de femmes intéressants à cette époque. L'une est Marguerite d'Angoulême, la sœur de François 1^{er}, et Renée de France. Toutes deux sont éloignées de la cour, la première en la mariant au roi de Navarre, la seconde en lui faisant épouser le duc de Ferrare, pour qu'elles ne puissent pas exercer une trop grande influence, car elles sont évangélistes. Dans leur exil doré, elles accueilleront d'ailleurs Marot et Calvin venus se réfugier chez elles.

Tout ce que Rabelais sait de Marguerite de Navarre, il le doit à Marot. Dans mon livre, elle devient la dame à la licorne ; cela fait partie de la rêverie poétique. Cet animal est une figure emblématique qui parcourt tout le XVI^e siècle. Image de la vierge et de la bête. Tantôt maléfique, tantôt salvatrice.

Ce savant extraordinaire qu'était Rabelais est parfois d'une grande naïveté. Tout le monde croyait que la corne de licorne était un contre-poison. Rabelais ou Ambroise Paré ont fait des recherches pour voir s'ils étaient bien en présence d'un contre-poison, mais ni l'un ni l'autre n'ont eu la présence d'esprit de poser comme postulat de base que la licorne n'existait pas.

● **Royaliste** : Quelle est l'actualité de Rabelais ?

Michel Ragon : Ce qui me frappe c'est l'intolérance qui reprend de la vigueur un peu partout dans le monde. J'ai donc pensé qu'il était vital de proposer à tous comme modèle, la vie d'un homme qui était avant tout tolérance, qui était contre toutes les intolérances, justement. Peut être que l'accueil extraordinaire et imprévisible qui salue la sortie de ce livre répond à une attente du public.

Propos recueillis par
Nicolas PALUMBO

Michel Ragon
Le roman de Rabelais
Éd. Albin Michel
prix franco : 116 F.

François Rouan

Dans la rétrospective de l'oeuvre dessinée de François Rouan qui a été présentée récemment au Musée d'Art moderne, on remarque un travail précieux, méticuleux et très pensé.

On reconnaît le style de François Rouan par l'usage dans ses dessins de petites hachures, de points et du modelé des formes. Langage que l'on trouve dans les dessins classiques du XVII^e siècle, réemployé par les réalistes des années 1910 à 1930, et qui peut aussi faire penser à Dufy dans ses manières.

L'utilisation des points n'est pas sans rappeler Seurat. Ils confèrent à l'ensemble des Séries Italiennes, un aspect granuleux et tremblé. Ces éléments sont les signes qui caractérisent une écriture qui mêle la pensée de la recherche à l'illusion subjective du peintre.

Dans certains travaux la juxtaposition de deux images rythme le dessin par une composition aux formules géométriques qui efface ou accentue l'image figurative. Elle élabore un tissage délicat entre abstraction et figuration. Les dessins de François Rouan apparaissent comme un vaste projet encyclopédique sur l'histoire de l'image. Cette trame laisse voir des espaces neutres où le regard devine une marge de silence, le support, c'est-à-dire le papier qui joue aussi son rôle dans le dessin. Ses espaces font aussi partie des éléments sensibles, de l'image. On notera le choix judicieux des papiers selon les dessins. Comme l'image, le papier est une partie intégrante de l'oeuvre, il sert à la fois de réflexion et d'ouvrage.

Parfois le papier est découpé, fendu puis tissé comme les fils d'un canevas. Ainsi à partir de l'image figurée on devine le tissage du papier et les multiples liaisons sur lesquelles elle est inscrite, ses entrelacs du dessus et du dessous nous amènent pli selon pli au centre du travail, au coeur même du dessin, à l'origine des choses. Les vestiges de l'antiquité interpellent le monde végétal du jardin romain.

Laurent STANIK

La case de l'oncle Mohamed

C'est un sujet particulièrement épineux qu'aborde Bernard Lewis (1) en se penchant sur la place prise par le racisme et l'esclavage dans le monde arabo-musulman.

S'appuyant essentiellement sur l'étude de la littérature, ce spécialiste de l'islam parvient à la conclusion que l'esclavage est une pratique qui s'est beaucoup étendue au moment de la conquête. Au contact de populations nouvelles, les Arabes se sont interrogés sur l'articulation entre arabité et islam et une certaine forme de discrimination a alors émergé. De plus, la conquête a été l'occasion de rencontrer des populations asiatiques (plutôt développées) et africaines (moins développées), d'où une certaine hiérarchisation a priori. Enfin, cette expansion militaro-religieuse a permis de capturer un grand nombre d'esclaves, l'asservissement n'étant pas considéré comme une action négative, puisqu'il touchait des populations n'épousant pas la « vraie religion ». L'Afrique constituant un vivier particulièrement important, l'assimilation entre les notions de noir et d'esclave est rapidement venue.

En souvenir des peintures classiques, François Rouan se veut le continuateur d'une certaine idée de la création artistique, qui ne rompt pas abruptement avec le passé mais semble à partir de son patrimoine l'assumer, pour mieux interroger la modernité. Le Séjour à Rome permet, comme à la suite les voyages d'Ingres, de Poussin et des réalistes italiens, un retour aux origines, écriture que l'on lit aussi dans les dessins de Rouan.

En cela, François Rouan, semble se situer comme le successeur d'une certaine École Française.

En outre, de nombreux esclaves vont occuper d'éminentes fonctions militaires et, dans l'empire ottoman, administratives et politiques. C'est d'ailleurs la Turquie qui mettra fin la première aux pratiques esclavagistes, l'une de ses sources d'approvisionnement, le Caucase, passant progressivement sous emprise russe. Les pressions de l'Occident et la colonisation de l'Afrique noire par les Européens feront le reste pour les pays arabes.

Bernard Lewis estime que la pratique de l'esclavage et les préjugés

racistes dans le monde arabo-islamique ont été trop longtemps occultés par les Occidentaux eux-mêmes en raison de leur propension à s'auto-flageller et à se culpabiliser systématiquement.

Le spécialiste britannique remet de ce point de vue les choses à leur juste place, mais peut-être son bref essai eût-il été utilement complété par des observations sociologiques et ethnographiques, et pas seulement littéraires, et, surtout, par une observation de l'islam d'aujourd'hui, pas exclusivement celui d'hier.

Christian MORY

(1) Bernard Lewis - « Race et esclavage au Proche-Orient » - Éd. Gallimard - Bibliothèque des Histoires - prix franco : 228 F.



Sur la Nouvelle droite

Grand Lecteur.



Les premiers lecteurs de ce journal doivent s'en souvenir. Parmi les éclats de nos jeunes années, le combat contre une certaine « nouvelle droite » ne fut pas négligeable pour mieux nous définir nous-mêmes. A dire vrai, le phénomène nous avait quelque peu abasourdi. Comment une revue et une « société de pensée » pouvaient fonder une vision du monde et une politique sur une base exclusivement biologique, dans le dessein de fournir une pensée à la droite, sans que celle-ci rechigne ? Mieux encore, avec l'aval d'intellectuels libéraux empressés de figurer dans son comité de patronage ! Nous dénonçâmes le scandale, *vox clamantis in deserto*. Il fallut des années pour que la gauche consentit à s'intéresser à l'affaire. L'enjeu politique apparaissait alors évident, avec l'arrivée de l'équipe du GRECE au Figaro et la nécessité de chercher des poux au pouvoir giscardien. Il est vrai que le Michel Poniatsowski de l'époque n'était pas loin de la thématique de « Nouvelle École ». Toujours est-il que de partout alors, on se précipita sur nos dossiers et on vint nous assaillir de questions sur le sujet. L'effet fut fulgurant, puisque cette première « Nouvelle droite » en mourut, sa stratégie gramscienne ayant été atteinte en plein coeur.

L'ouvrage que Pierre-André Taguieff vient de publier rassemble les principales pièces de l'affaire qui nous mobilisa en ce début des années soixante-dix, non sans opérer des incursions dans sa préhistoire. Avant Nouvelle École il y avait eu, en effet, Europe Action dont le romantisme germanique provoquait notre ironie grinçante et dont le racisme non dissimulé nous effrayait déjà. Mais Taguieff ne fait pas que rappeler le passé. Son livre obéit en fait à une urgence. Lui-même fut l'objet, cet été, d'attaques indignes, de la part de gens qui l'accusaient de complicité avec la Nouvelle droite, en faisant un travail de brouillage pour masquer le danger xénophobe et raciste. Il répond donc à ces attaques, non sans polémiquer lui-même - mais est-ce interdit ? - et en reprenant d'abord le dossier qu'il connaît mieux que personne. Il y a tout de même plus que de l'abus à s'en prendre sur ce terrain, à l'intellectuel français qui a apporté le plus de clarification dans un débat des plus embrouillés. Dans la lutte contre le racisme, comment ne pas convenir qu'il y a un avant et un après « la force du préjugé » (Éditions de la Découverte 1987) ? Reste il est vrai, la question de la Nouvelle Droite et de ce qu'elle est devenue depuis la fin des années soixante-dix.

Pour y répondre, Pierre-André Taguieff consacre le chapitre central de son livre à cet « intellectuel atypique » qu'est Alain de Benoist. Il est indéniable que c'est lui qui dès le départ a donné la ligne de conduite de la société de pensée créée en 1968 et rédigé l'essentiel de son corpus « doctrinal ». Mais il est aussi indéniable que celui-ci a été, par lui, profondément remanié, au point d'en être parfois méconnaissable. Ainsi, au cours des années quatre-vingt, on assiste à l'abandon des positions biologisantes et à un recentrage sur la notion du droit à la différence qui légitime le pluralisme culturel. En même temps l'antilibéralisme s'infléchit dans un sens individualiste (après lecture de Louis Dumont) et la découverte tardive de Heidegger produit un reniement du positivisme logique appris naguère à l'école de Louis Rouguié. Qu'Alain de Benoist ait réellement changé, ne peut faire de doute pour qui a suivi l'évolution de sa pensée. Déterminer qui il est réellement devenu, s'avère périlleux. Tous ceux qui croient qu'il est resté, au fond, « le nazi » qu'il a toujours été, ne peuvent se fonder que sur le soupçon d'un double langage, d'un discours officiel qui ne correspondrait pas à ses convictions intimes. Mais cela est indémontrable et finit par tourner à la plus odieuse des inquisitions.

Sans doute, ces changements de problématique intellectuelle laissent-ils place à nombre d'ambiguïtés. En particulier le pluralisme culturel demeure fondé sur un ethnocentrisme qui s'oppose toujours de front à l'universalisme éthique quoiqu'il y ait eu aussi évolution sur ce point après abandon du nominalisme. Par ailleurs, le fait que de Benoist paraisse s'intéresser, en ces dernières saisons, à l'écologie peut encore renforcer sa forme d'antihumanisme toujours réchauffé à la flamme de

son hostilité jamais reniée à la tradition judéo-chrétienne.

Mais il y a aussi cet autre fait de son hostilité proclamée au Front National pour des raisons que la probité élémentaire interdit de passer sous silence : « Les thèses du Front National, personnellement, me soulèvent le coeur... La logique du bouc émissaire m'est insupportable. Laisser entendre que l'essentiel des problèmes auxquels notre société se trouve aujourd'hui confrontée... a pour cause la présence d'immigrés sur le sol national est tout simplement grotesque ». Et voilà notre homme tiers-mondiste en diable, adoptant nombre de positions que ne démentirait pas l'ultra gauche. En même temps, on continue de trouver qu'il entretient des amitiés bien suspectes. Certes, pour être atypique, il l'est en vérité. Au point qu'il m'arrive de me demander s'il n'est pas au fond complètement « paumé ». Ceci dit, sans volonté de l'humilier. Alain de Benoist a toujours su manier les idées avec dextérité, c'est un grand lecteur, un collectionneur de livres époustouflants. Mais c'est aussi un grand circulateur, qui passe de système en système, et dont la cohérence est loin d'être évidente. Sait-il lui-même qui il est devenu ? Sans doute sera-t-il amené à élucider sa propre énigme, en démêlant ses contradictions.

Entrer dans cette complexité n'est pas le propre des « vigilants » auxquels répond Taguieff dans un dernier chapitre que l'on aurait grand tort de ramener à un règlement de comptes. Car c'est bien un problème essentiel qui est posé, celui d'une déontologie implicite du débat public : « Disons d'emblée : l'enjeu central des débats publics, l'enjeu de tous les enjeux, c'est le sens qu'il s'agit de donner à la démocratie comme processus, et plus particulièrement, comme communauté de communication ouverte ». Il y a une façon de diaboliser l'adversaire qui débouche sur des pratiques stalinienne ou sur un maccarthysme de la pensée. La chasse aux sorcières dispense d'argumenter ; or argumenter est le seul moyen de débattre, même et a fortiori lorsqu'on s'oppose à des pensées estimées pernicieuses. Sans doute, cette réplique cinglante déplaira à tous ceux qui s'estimeront à leur tour suspectés dans leur bonne foi, bien que Taguieff distingue entre le petit groupe qui l'a pris pour cible et les personnes souvent éminentes qui ont signé « l'appel à la vigilance » de cet été pour les meilleures raisons.

L'honnêteté élémentaire par rapport aux positions des uns et des autres, n'exclut évidemment pas toute espèce de « vigilance ». Encore s'agit-il de ne pas se tromper sur les dangers véritables. Pierre-André Taguieff n'ignore pas que le racisme, l'ethnocentrisme et les perversions nationalistes constituent aujourd'hui une menace sérieuse. Volontiers il souscrirait aux gravissimes avertissements de Jacques Julliard dans son essai récent (« Le Fascisme qui vient » Le Seuil). Mais ce n'est pas une version francisée du « politiquement correct » qui nous épargnera le danger.

Qu'Alain de Benoist ne soit pas encore aujourd'hui sans responsabilité intellectuelle face au danger redoutable qui menace aujourd'hui l'Europe, lui-même le sait. Sa récente visite dans la Russie tentée par tous les démons du nationalisme a dû l'en avertir. Et d'ailleurs il a pris ses distances avec les gens qui là bas se réclament de lui. Mais, il faut bien le dire, le discours de ces gens est terrifiant. Lorsqu'un Alexandre Douguine exalte la portée du conflit dans l'ex-Yougoslavie, les cheveux se dressent sur la tête : « Le peuple serbe qui, il y a quelques années seulement, était une masse inconsciente, communiste, conformiste (...) s'est transformé, s'est transfiguré en un organisme vivant, en un tout organique ». C'est pure folie d'autant que le même nous annonce une guerre grand-continentale, celle des eurasiens contre les atlantistes ! Le danger des idées de la Nouvelle droite est là évident. On ne met pas le feu impunément à ce genre d'explosifs. La vigilance, celle qui consiste en un discernement vrai, s'impose là, par contre, de la façon la plus urgente.

Gérard LECLERC

Pierre-André Taguieff - « Sur la Nouvelle Droite » - Éd. Descartes et Cie - Prix franco : 200 F.

Le 13^e Congrès de la N.A.R.

Le 13^e Congrès des adhérents de la Nouvelle Action Royaliste s'est tenu à Paris les 19 et 20 mars dernier. Le Comité Directeur y présenta d'abord le rapport moral qui fut suivi d'un large débat sur l'analyse de la situation politique et sur les grandes orientations souhaitables pour notre mouvement dans l'année à venir.

Séparés ensuite en deux commissions de travail, les congressistes « planchèrent » sur l'aménagement du territoire ainsi que sur la défense nationale, les deux thèmes retenus pour le congrès de cette année. Les motions élaborées par les commissions et ensuite adoptées en assemblée générale sont publiées ci-contre.

Il revenait enfin au Comité Directeur de proposer, compte-tenu des débats d'orientation et du travail des commissions, une déclaration de politique générale qui, une fois amendée, fut adoptée à la majorité absolue par les congressistes.

Déclaration de politique générale

Au printemps de 1993, prenant acte de la défaite méritée du parti socialiste, et très inquiète de l'aggravation de la crise sociale, la *Nouvelle Action royaliste* avait souhaité le succès de la politique de relance économique et de lutte contre le chômage qui était annoncée par la nouvelle majorité. Une politique volontaire, cohérente et inscrite dans la durée semblait alors réalisable, dans la mesure où le Premier ministre disposait d'atouts exceptionnels : une majorité parlementaire absolue, des ministres bénéficiant de l'expérience des affaires, une très forte popularité.

Au terme d'une année d'exercice du pouvoir, la *Nouvelle Action royaliste* constate que ces atouts ont été gâchés, et que le Premier ministre a commis ou laissé se commettre des erreurs graves et des fautes majeures qui nient les plus anciennes traditions de notre pays et donnent à la crise sociale une acuité extrême - non sans compromettre les chances de l'économie française dans le long terme.

Les nouvelles dispositions concernant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers et le droit d'asile nient la tradition nationale - tant monarchique que républicaine : le droit du sol, le droit de se marier librement, le droit à une existence familiale normale et les lois de l'hospitalité sont aujourd'hui gravement atteints par une législation manifestement xénophobe.

L'indépendance accordée à la Banque de France compromet la

cohérence de la politique économique, et les privatisations sont en passe de détruire le modèle français d'économie mixte qui avait pourtant fait la preuve de sa pertinence et de son efficacité.

Les décisions prises dans le domaine économique sont tantôt incohérentes, tantôt contradictoires, et dans tous les cas sans résultats notables sur le niveau de l'activité - la reprise étant attendue de l'extérieur. Les milliards alloués sans contrepartie au patronat n'ont eu, quant à eux, aucun effet sur l'économie.

Les tentatives de réforme du financement de l'enseignement privé et celles qui visent à fournir aux entreprises une main-d'œuvre facilement licenciable et sous-payée ont suscité de considérables mouvements de protestation auxquels la *Nouvelle Action royaliste* s'est associée.

Ainsi, l'héritage désastreux de la gestion socialiste, les ravages exercés par le libéralisme économique et par la spéculation financière, les erreurs et les fautes d'un Premier ministre dépourvu des capacités politiques nécessaires, attisent la révolte sociale et créent les conditions d'une explosion générale.

Face à cette situation, la *Nouvelle Action royaliste* s'engage :

- à lutter pour l'abrogation de la législation xénophobe, qui viole les traditions multiséculaires de la nation française et aggrave l'exclusion sociale.

- à combattre une politique de

privatisation qui n'a d'autre effet que de réduire les déficits publics.

- à combattre toutes les mesures qui, sous prétexte de flexibilité, détruisent l'organisation sociale et accroissent la fragilité de l'existence.

- à réclamer la définition et la mise en oeuvre d'une politique économique cohérente, fondée sur une relance globale de l'activité, et menée dans le cadre d'une planification indicative, ainsi que d'une politique de l'emploi inspirée par une nouvelle conception du travail.

Quant au projet du gouvernement en matière de Défense nationale, la *Nouvelle Action royaliste* demande la modernisation de la force de dissuasion nucléaire stratégique, le renforcement des moyens d'intervention classique à l'extérieur, la professionnalisation des armées donc la suppression du service national.

Soucieuse de l'aménagement du territoire, au moment où le gouvernement ouvre le débat sur ce sujet, la *Nouvelle Action royaliste* met en garde contre la récupération tactique ou électorale d'un débat qui engage l'avenir de la nation et constitue pour la fin du siècle une ambition prioritaire.

Résolument opposée à la politique conservatrice de l'actuelle majorité, sans illusion sur le parti socialiste, la *Nouvelle Action royaliste* réaffirme sa fidélité au comte de Paris, chef de la dynastie capétienne.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

La politique d'aménagement a pour but de créer les conditions d'un développement équilibré des différentes parties du territoire national en vue d'une meilleure qualité de vie de ses habitants. Née en France en 1955 et dotée en 1963 d'une administration propre (la DATAR : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), cette politique s'est vidée depuis vingt ans de son contenu et de son dynamisme sous l'effet de trois évolutions :

- la décentralisation a transféré aux collectivités territoriales une part croissante des moyens et de la capacité d'initiative sans les impulsions nationales nécessaires et sans une répartition claire des nouvelles compétences ;

- l'Europe communautaire répartit entre les régions presque autant de dotations que les États eux-mêmes ;

- la crise économique et sociale décourage la planification dynamique au profit d'une gestion à court terme.

Depuis lors, la dispersion des efforts et le découragement des ambitions gouvernementales ont démontré le désarroi de la nation devant le déséquilibre aggravé

LA DÉFENSE NATIONALE

Le nouveau paysage stratégique en Europe dû à la disparition de l'Union Soviétique, qui n'est pas celle de la puissance russe, doit conduire la France à réexaminer sa politique de défense dans la continuité du projet français. Modélisé par la tradition capétienne réactivée en son temps par le général de Gaulle, il repose sur deux fondements : l'indépendance nationale et le refus de la loi des empires ou « grandes puissances ». Ce projet toujours actuel conduit la N.A.R. à affirmer que :

- le maintien et le perfectionnement de notre force de dissuasion nucléaire stratégique doivent, plus que jamais, rester le socle sur lequel doit s'appuyer notre effort militaire. Face à la menace de dissémination de l'arme atomique et compte tenu des arsenaux nucléaires considérables que détiennent les grandes puissances, notre pays doit s'attacher à préserver sa capacité de frappe en privilégiant la force océanique stratégique ;

- le service national, inégalitaire et inadapté aux nouvelles exigences de notre défense, doit disparaître. La N.A.R. constate en effet que la professionnalisation de nos armées est inéluctable en raison de l'évolution des matériels et des techniques de combat ;

- l'acquisition de moyens de renseignement et d'information autonomes utilisant des instruments aériens ou spatiaux, commencée avec retard, doit être poursuivie à un rythme soutenu ;

de la répartition de la population (40 % occupent 1 % de l'espace) avec tous les effets pervers en matière économique, sociale, d'environnement, de culture et d'éducation. Hyperconcentration d'une part, désertification de l'autre. Ce déséquilibre, accentué par l'évolution de l'agriculture, n'a pas trouvé son correctif dans l'emploi des nouvelles techniques de communication (télé-travail par exemple) au service d'un développement équilibré et de la déconcentration industrielle.

Soucieuse de l'Aménagement du Territoire, au moment où le Gouvernement ouvre le débat sur ce sujet, la NAR :

- met en garde contre la récupération tactique ou électorale d'un débat qui engage l'avenir de la nation et constitue pour la fin du siècle une ambition prioritaire ;

- rappelle que la nature contractuelle de la planification État-Région ne dispense pas l'État, à travers la DATAR, d'être le concepteur et le promoteur principal de l'aménagement du territoire y compris dans son financement ;

- estime qu'une politique de développement exige l'achèvement rapide de la décentralisation dans l'esprit de la motion du 10^e congrès de la NAR « Réussir la régionalisation » :

1. Institution de communautés de communes ou « cantons » à représentation politique.

2. Transfert de cette représentation démocratique du département à la région.

3. Déconcentration de l'administration d'État au plus près du citoyen, dans les « cantons ».

- affirme la nécessité de donner à l'État et aux collectivités locales les moyens de

liaient au contexte de la guerre froide en Europe. Pour répondre à la vocation internationale de la France, dont le territoire ne se limite pas à la seule métropole, ainsi qu'à ses engagements présents ou futurs dans le cadre d'alliances ou de l'O.N.U., les forces classiques doivent être plus mobiles, donc pourvues des moyens logistiques appropriés, mieux armées, donc disposer en nombre suffisant des équipements les plus modernes (char Leclerc, avion Rafale, munitions dites « intelligentes », au minimum deux porte-avions), moins étouffées en effectifs mais davantage professionnalisées. La Force d'Action rapide, créée en 1983, constitue certainement le modèle, lui-même devant connaître de nouvelles adaptations, vers lequel devrait évoluer l'ensemble des forces classiques françaises ;

- la production de systèmes d'armes technologiquement avancés requiert la collaboration d'ingénieurs motivés travaillant en symbiose avec le milieu militaire. La valorisation du corps des ingénieurs au sein de la Délégation Générale de l'Armement doit par conséquent être recherchée de même que l'alternance de carrières civile et militaire. Cette alternance pourrait d'ailleurs être étendue à l'ensemble du métier des armes permettant ainsi des évolutions de carrière plus souples et plus conformes aux besoins des armées tout en rendant ces dernières plus proches de la nation.

Bien que reposant surtout sur ceux qui ont en charge directement la sécurité du pays, la défense reste l'affaire de la nation tout entière. Aussi, la mise en oeuvre de ces orientations et réformes exigera une volonté politique forte qui pour réussir, ne pourra pas se contenter d'agir dans les limites restreintes de la chose militaire.

- l'acquisition de moyens de renseignement et d'information autonomes utilisant des instruments aériens ou spatiaux, commencée avec retard, doit être poursuivie à un rythme soutenu ;

mettre en oeuvre leurs politiques par l'augmentation du nombre de leurs fonctionnaires et la valorisation de leur statut ;

- demande une réforme de la fiscalité locale au service du développement économique et social, et la mise en place d'une véritable solidarité financière entre collectivités ;

- demande que la répartition des aides européennes s'insère dans le programme national sous couvert d'une coordination d'État et ne soit pas livrée à des groupes de pression régionaux ;

- insiste sur le rôle déterminant des grands réseaux de transport et de communication, dont la réalisation ne doit être fonction, ni des moyens localement disponibles, ni de la rentabilité financière immédiate, ni du développement exponentiel des pôles existants, mais de la volonté de développer et raccorder les zones d'avenir au maillage national et européen ;

- réclame que les moyens de communication nécessaires à la France d'Outre-Mer permettent des liaisons moins coûteuses et plus larges avec la métropole (y compris moyens télématiques numériques) sans oublier leur développement économique et culturel dans leur environnement géographique.

Répondre aux soucis écologiques, engager un renouveau des voies fluviales, favoriser le ferroutage, aménager la vie dans les quartiers populaires, veiller à l'entretien du territoire rural, répartir les enseignements culturels et organiser leur financement sont quelques exemples des domaines où l'État pourrait efficacement assurer la prééminence du Service Public.

- pour atteindre ces objectifs, la France se doit de rétablir son effort financier en matière de défense, singulièrement relâché depuis une décennie, et de le prolonger par une coopération accrue avec les nations européennes désireuses de rationaliser leurs propres dépenses dans ce secteur ;

- la production de systèmes d'armes technologiquement avancés requiert la collaboration d'ingénieurs motivés travaillant en symbiose avec le milieu militaire. La valorisation du corps des ingénieurs au sein de la Délégation Générale de l'Armement doit par conséquent être recherchée de même que l'alternance de carrières civile et militaire. Cette alternance pourrait d'ailleurs être étendue à l'ensemble du métier des armes permettant ainsi des évolutions de carrière plus souples et plus conformes aux besoins des armées tout en rendant ces dernières plus proches de la nation.

Bien que reposant surtout sur ceux qui ont en charge directement la sécurité du pays, la défense reste l'affaire de la nation tout entière. Aussi, la mise en oeuvre de ces orientations et réformes exigera une volonté politique forte qui pour réussir, ne pourra pas se contenter d'agir dans les limites restreintes de la chose militaire.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 6 avril - Professeur à la Sorbonne, auteur de nombreux ouvrages de philosophie, Alain RENAULT a aussi rédigé en collaboration avec Luc Ferry plusieurs essais qui ont alimenté les débats intellectuels de ces dernières années. Il a publié voici peu un livre sur Jean-Paul Sartre, philosophe engagé, figure emblématique dont la vie et l'oeuvre continuent d'exercer un fort pouvoir d'attraction. S'interroger sur l'itinéraire de Sartre, c'est aussi réfléchir sur la situation philosophique contemporaine, et plus généralement sur notre époque. « Sartre, le dernier philosophe ? » la question posée par Alain Renault ouvre un débat qui dépasse, comme l'oeuvre de Sartre, le cadre de l'Université.

● Mercredi 13 et 20 avril - pas de réunion en raison des vacances scolaires

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

ÉPINGLETTES

NOUVEAU

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut

- Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut

- Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut

- Double coeur vendéen (vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.

- Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

- Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond email bleu) - 10 mm de haut.

- Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

- Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

- Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

PYRÉNÉES ORIENTALES

Pour la première année depuis bien longtemps, la NAR manifeste sa présence dans le département. Georges Dorso, délégué départemental tient une permanence tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h au restaurant « Rapido Piz », 43 bis rue Général Leclerc à Perpignan.

Les lecteurs de *Royaliste* ou les sympathisants de la N.A.R. des Pyrénées-orientales sont invités à venir y prendre contact.

Vers la révolution sociale

Pour Balladur, c'est fichu. C'est un homme isolé, décalé, qui ne comprend rien au pays qu'il est chargé de gouverner.

Face à la révolte de la jeunesse, il a cru qu'il suffisait d'un aménagement technique du CIP pour que tout rentre dans l'ordre ! Et il a fallu des semaines de manifestations dans toute la France pour que le Premier ministre en vienne à évoquer l'ampleur du malaise social ! Ce qui n'empêche pas ses proches de crier à la manipulation politique, et même au complot. Que c'est bête ! Il suffit de regarder passer les manifestants pour s'apercevoir que leur mouvement est spontané, pour comprendre qu'ils expriment bien plus qu'un malaise : une colère vraie, une révolte qui cherche à se transformer en révolution.

ÉGALITÉ

Pauvre Balladur, toujours en retard d'une analyse, d'une conclusion, d'une décision. Le retrait du CIP changera sans doute la forme de la révolte, mais pas sa nature, ni son intensité. Au-delà du CIP, c'est toute la question du travail qui est posée. Et c'est toute la politique du Premier ministre qui est radicalement contestée, dans la rue et par les faits :

Il veut s'appuyer sur les forces du marché ? Nous subissons la violence économique, les ravages de la spéculation financière, l'inégalité colossale des revenus.

Il encourage le patronat par des cadeaux inouïs ? Au lieu d'investir et de créer des emplois, les patrons accumulent des profits sans aucun avantage pour la collectivité.

Il célèbre les vertus de la privatisation ? Nous voyons qu'elle se traduit par la désorganisation de notre structure industrielle au profit des amis du pouvoir, et par de nouvelles suppressions d'emplois.

Il annonce un vaste plan pour

l'emploi ? Mais cela se résume à une flexibilité qui fait droit aux revendications patronales et qui augmentera dans notre pays la proportion de main d'œuvre servile, taillable et corvéable à merci.

Comme toujours, la droite conservatrice se heurte à l'exigence d'égalité. Égalité des chances, égalité des droits, dignité de la personne humaine : dans leurs slogans et sur leurs banderoles, les manifestants affirment la dignité du travail et le droit à l'emploi, la solidarité entre les générations, la



solidarité entre Français et immigrés face aux mesures prises à l'encontre de deux jeunes Algériens par le préfet de Lyon. Échec à Michel Giraud, apôtre sournois de la flexibilité. Échec à Charles Pasqua, artisan de la législation xénophobe. Échec à ceux qui rêvent de purification ethnique : les manifestants, toutes origines confondues, défilent par lycée, par IUT, avec les syndicats, et donnent sans même y penser le plus beau des démentis aux lepénistes honteux ou avoués.

Il ne suffit plus de dénoncer. Il faut maintenant engager un vaste débat national pour que la lutte des lycéens, des étudiants, des travailleurs, des chômeurs de notre pays aboutisse à une indispensable transformation de la société. Sans prétendre imposer une doctrine, mais au contraire pour nourrir la réflexion, indiquons une stratégie possible :

D'abord réparer les dégâts. La remise à plat du plan quinquennal pour l'emploi et l'abolition de la législation xénophobe sont de toute première urgence pour lutter contre l'exclusion sociale. Une politique cohérente de relance de la demande des ménages est nécessaire pour sortir de la crise conjoncturelle. L'arrêt de la privatisation s'impose également, afin de permettre la mise en œuvre d'une stratégie globale de l'investissement public.

Ensuite se donner les outils de la transformation économique et sociale. Retour à l'ancien statut de la Banque de France, nationalisation du crédit, reconstitution d'un secteur nationalisé industriellement cohérent, planification indicative démocratiquement concertée, négociation européenne pour la protection de l'économie continentale : tels sont les principaux éléments qui pourront traduire en actes une nouvelle politique économique.

Puis engager le processus de la révolution sociale. Il ne s'agit pas de rejouer la révolution bolchevique, mais de prévoir et d'organiser un changement radical afin d'éviter que ce soit la logique économique du marché qui impose ses fausses évidences avec sa coutumière brutalité. La révolution sociale aujourd'hui, cela signifie la réduction progressive de la durée du travail, la disjonction du revenu et de l'emploi, une révision de la hiérarchie des salaires selon le principe de justice, une redistribution d'ensemble des revenus en vue de rétablir l'égalité des chances - donc une réforme de grande ampleur de la fiscalité directe et indirecte - et cette politique de la ville qu'aucun gouvernement depuis trente ans n'a eu l'intelligence de concevoir et le courage d'entreprendre.

Ce sont là de simples indications en vue d'un projet qui doit être démocratiquement discuté. Nous savons tous qu'une nouvelle orientation est nécessaire et possible. Mais nous constatons aussi que la classe politique, à droite comme à gauche, est incapable de prendre les décisions cruciales, faute de réflexion et de volonté suffisantes. Dans ses mentalités, dans ses structures, dans son personnel dirigeant, il faudra elle aussi qu'elle fasse sa révolution.

Bertrand RENOUVIN